



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

COP24

Question au Gouvernement n° 1512

Texte de la question

COP24

M. le président. La parole est à Mme Barbara Pompili.

Mme Barbara Pompili. Samedi dernier, nous avons poussé un « ouf » de soulagement : la COP24 a en effet débouché sur un accord laborieusement obtenu, mais qui permettra enfin d'appliquer l'accord de Paris.

Cette conférence internationale nous laisse cependant un sentiment profond de malaise. J'étais présente à Katowice avec plusieurs de nos collègues parlementaires : entre un pavillon à la gloire du charbon et des pays refusant de tenir compte du dernier rapport du GIEC – le groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat –, nous avons vu que les forces qui nous poussent vers l'abîme sont bien présentes. Nous avons vu le désarroi de pays dont l'existence même est menacée par le dérèglement climatique : ils nous crient d'arrêter de tergiverser.

Nous avons vu aussi à quel point la France est regardée, à quel point la France est attendue, tout particulièrement en ce moment, car c'est en France qu'ont eu lieu la COP21 et le One Planet Summit.

Monsieur le ministre de la transition écologique et solidaire, vous avez œuvré, avec Brune Poirson, à relever l'ambition de cette COP : vous avez pris des engagements financiers, vous avez entraîné d'autres ministres européens pour créer un groupe de pays qui s'engagent à aller plus vite et plus loin.

Malheureusement, cette COP a échoué à rehausser l'effort collectif, alors que le GIEC nous donne douze ans pour diminuer de 45 % nos émissions de gaz à effets de serre.

Une jeune Suédoise de quinze ans a marqué la COP24. Je voudrais partager son message avec vous : « Vous dites que vous aimez vos enfants plus que tout, mais vous détruisez leur futur devant leurs yeux. En 2078, je fêterai mes soixante-quinze ans. Si j'ai des enfants, ils partageront peut-être ce jour avec moi. Peut-être me demanderont-ils pourquoi vous n'avez rien fait quand il restait encore du temps pour agir. Vous êtes arrivés à court d'excuses et nous sommes à court de temps. Si nous sommes là, c'est pour vous dire que le changement arrive, que vous le vouliez ou non. »

Monsieur le ministre, face à l'urgence et alors que la France, malgré ses efforts, peine à tenir ses propres engagements, que pouvons-nous faire, au niveau national et international pour relever ce défi historique ? *(Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM et MODEM.)*

M. le président. La parole est à M. le ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire.

M. Pierre Cordier. Et des gilets jaunes !

M. François de Rugy, *ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire*. Madame la présidente de la commission du développement durable, en préparant cette conférence mondiale avec Brune Poirson, nous nous sommes fixé trois objectifs. Le premier était l'adoption des règles concrètes d'application de l'accord de Paris, signé il y a trois ans. Le second était d'assurer le financement, notamment pour les pays les plus pauvres. Le troisième était de rehausser les ambitions mondiales en matière de baisse des émissions de gaz à effet de serre.

Disons-le clairement : nous n'avons atteint que les deux premiers de ces objectifs. Quant au troisième, nous continuons d'agir à l'échelle à la fois internationale et nationale pour le réaliser.

À l'échelle internationale, nous agissons sur la question de la mobilisation des financements. Le secrétaire général de l'ONU a confié au Président de la République une mission, avec le Premier ministre de la Jamaïque, sur ce sujet : le travail sera rendu en septembre 2019.

Nous agissons aussi au niveau européen : la nuit dernière a été négociée la phase finale de l'accord européen sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre des voitures neuves qui seront vendues à partir de 2030. La proposition initiale de la Commission européenne prévoyait un objectif de 30 % de baisse ; le Conseil des ministres de l'Union européenne, quant à lui, prônait 35 % de baisse ; *in fine*, l'objectif a été fixé à 37,5 % : c'est ambitieux.

Nous avons décidé – vous le savez – de placer ces questions au cœur du grand débat qui s'ouvre, en partant d'un point de vue concret : se loger, se déplacer, se chauffer. Il faudra trouver des solutions nouvelles. Je compte sur les députés, et d'une manière plus générale sur les élus, pour que cette mobilisation ait lieu ici et maintenant, pour que nous allions plus vite, plus fort, sans céder à la tentation de reporter à plus tard les efforts en faveur du climat. (*Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM et sur plusieurs bancs du groupe MODEM.*)

Données clés

Auteur : [Mme Barbara Pompili](#)

Circonscription : Somme (2^e circonscription) - La République en Marche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1512

Rubrique : Environnement

Ministère interrogé : Transition écologique et solidaire

Ministère attributaire : Transition écologique et solidaire

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [19 décembre 2018](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [19 décembre 2018](#)